



**Conseil d'administration  
du Programme  
des Nations Unies  
pour le développement  
et du Fonds des  
Nations Unies pour la  
population**

Distr.  
GENERALE

DP/CP/UKR/1  
31 janvier 1995  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Deuxième session ordinaire de 1995  
3-7 avril 1995, New York  
Point 3 de l'Ordre du jour provisoire  
PNUD

**Programmes de pays du PNUD et questions connexes**

**PREMIER PROGRAMME DE L'UKRAINE**

<u>Période couverte par le programme</u>	<u>Ressources effectives programmées</u>	<u>Dollars</u>
1994-1996	CIP net	1 495 000
	Participation aux coûts (Chiffre estimatif)	2 000 000
	Total	3 495 000

**TABLE DES MATIERES**

	<u>Paragrophes</u>	<u>Page</u>
I. SITUATION, OBJECTIFS ET STRATEGIES DU DEVELOPPEMENT . . . . .	1 - 15	3 - 6
A. Situation socio-économique . . . . .	1 - 10	3 - 5
B. Stratégies et objectifs nationaux de développement . . . . .	11 - 15	5 - 6
II. COOPERATION EXTERIEURE . . . . .	16 - 20	6 - 8
A. Rôle de la coopération extérieure . . . . .	16 - 17	6
B. Coordination de l'aide . . . . .	18 - 20	6 - 7
III. LE PROGRAMME . . . . .	21 - 51	7 - 11
A. Propositions relatives à la coopération du PNUD . . . . .	21 - 45	7 - 11
B. Assistance en dehors des principaux domaines d'activité du programme . . . . .	46 - 47	11
C. Modalités d'exécution et de gestion . . . . .	48 - 51	11

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Page</u>
<u>Annexes</u>	
1. ETAT FINANCIER RECAPITULATIF . . . . .	13
2. MATRICE DU PROGRAMME . . . . .	14

## I. SITUATION, OBJECTIFS ET STRATEGIES DU DEVELOPPEMENT

### A. Situation socio-économique

1. L'industrie lourde (aluminium, machines et constructions navales) et l'agriculture sont les deux grandes composantes de l'économie ukrainienne. L'agriculture emploie actuellement environ 25 % de la population active.

2. A l'intérieur du système centralisé qu'était le système soviétique, l'économie ukrainienne était étroitement liée aux économies des autres républiques et fortement tributaire des ressources et des marchés du monde extérieur. Lorsque le pays est devenu indépendant, la rupture des liens qu'il entretenait avec les autres républiques a eu un effet particulièrement perturbateur sur les entreprises ukrainiennes et sur l'économie nationale dans son ensemble. Cette désintégration a entraîné une chute brutale de la production dans tous les secteurs, tant en ce qui concerne la production industrielle que celle de biens de consommation. Le produit matériel net s'est contracté d'environ 10 % en 1991, d'environ 14 % en 1992 et 1993 et, en 1994, cette contraction a atteint 20 %. Les secteurs de la production ont donc régressé de moitié en quatre ans, recul qui a toutefois été légèrement moindre pour l'ensemble de l'économie si l'on tient compte du secteur des services et du tout jeune secteur informel. Cependant, le renversement de cette tendance ne sera manifestement pas uniquement affaire d'ajustement macroéconomique : cela demandera une restructuration complète de l'économie à une échelle sans précédent.

3. Ajoutant ses effets aux substantielles augmentations du prix de l'énergie importée, l'inflation s'est fortement accélérée, passant de 2 500 % en 1992 à plus de 10 000 % en 1993. Elle s'est ralentie en 1994, mais à la fin de l'année, les prix avaient repris leur escalade, de sorte que la monnaie ukrainienne, le Karbovanet, est en passe de devenir l'une des monnaies les plus faibles des pays de l'ex-Union soviétique.

4. Parce que l'industrie et l'agriculture consomment beaucoup d'énergie, et cela de manière inefficace, l'énergie est le talon d'Achille de l'économie ukrainienne. L'Ukraine subvient à ses besoins en charbon, mais elle doit importer les trois quarts du gaz naturel et les neuf dixièmes du pétrole qu'elle consomme. Le pétrole provient presque exclusivement de la Fédération de Russie, qui a substantiellement relevé ses prix, mettant ceux-ci proches des niveaux mondiaux. De ce fait, il semblerait que l'énergie nucléaire, qui entre actuellement pour 25 % dans la production nationale d'électricité, soit pour l'Ukraine, qui possède des réserves d'uranium, l'une des sources d'énergie les moins coûteuses et les moins génératrices de dépendance. L'Ukraine compte cinq centrales nucléaires et treize générateurs en exploitation.

5. Le chiffre susmentionné comprend Chernobyl, où, le 26 avril 1986, le quatrième réacteur a explosé, provoquant la pire des catastrophes nucléaires du temps de paix. Quelque cinquante millions de curies de substances radioactives ont été rejetés dans l'atmosphère et près de 40 000 kilomètres carrés de territoire ukrainien ont été contaminés par des radionucléides. L'accident a provoqué la perte de 4,7 millions d'hectares de terre agricole, dont 3,1 millions d'hectare de terre arable. Près de neuf ans plus tard, l'Ukraine se ressent encore des effets de cette catastrophe. Environ 126.000 personnes ont dû fuir les zones contaminées pour être réinstallées ailleurs et le pays compte près de trois millions de personnes qui, pour avoir été directement touchées par la catastrophe, ont droit à la gratuité

/...

des médicaments, à des subventions alimentaires et au départ anticipé à la retraite. L'atténuation des conséquences de la catastrophe fait, depuis 1986, l'objet d'efforts nationaux et internationaux. L'Ukraine y consacre le sixième de son budget national.

6. La pollution de l'air et de l'eau représente d'autres sujets de préoccupation d'ordre environnemental. L'Ukraine vient au sixième rang mondial pour l'émission de dioxyde de carbone (plus de 3 % de la production mondiale). La pollution de l'air revêt un caractère particulièrement grave à l'intérieur et aux alentours des grandes villes industrielles du Sud et du Sud-Est, les principales sources stationnaires étant l'industrie métallurgique et les centrales électriques. La pollution du Dniepr est également très préoccupante, d'autant que 70 % de la population environ en utilise l'eau à des fins domestiques. La Mer Noire et la Mer d'Azov - qui communiquent l'une avec l'autre - sont, elles aussi, gravement atteintes d'eutrophisation et, pratiquement parlant, leurs eaux sont à 90 % biologiquement mortes.

7. D'après la plupart des estimations officielles, le revenu par habitant de l'Ukraine est tombé au-dessous de 2 000 dollars. L'Organisation internationale du travail (OIT) a calculé qu'avec un système de protection sociale incapable de soutenir le niveau de ses prestations (il représentait 44 % du produit intérieur brut (PIB) en 1992), le niveau de vie a, entre fin 1991 et fin 1993, fait une chute de 80 pour cent. Officiellement, le chômage est demeuré faible, mais le chômage occulte toucherait plus de 30 % de la population active. Sur la base des statistiques de la Banque mondiale, l'Ukraine est déjà un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et, s'il était mesuré selon des données exactes, son indice actuel de développement humain le mettrait loin en-dessous de son classement actuel de 45/180.

8. L'infrastructure de santé du pays est quantitativement bonne, mais l'état de santé de la population se dégrade, conséquence de la mauvaise qualité des équipements et des constantes pénuries de médicaments de base et notamment de vaccins. Les taux de mortalité infantile et adulte augmentent et l'espérance de vie recule, phénomène presque sans précédent dans l'histoire humaine moderne. Les maladies respiratoires sont la principale cause de morbidité adulte et le taux très élevé de l'avortement (155 pour 100 naissances vivantes), qui est la forme la plus courante de planification familiale, représente une menace pour la santé maternelle.

9. Comme la santé, l'éducation souffre de l'assèchement des caisses de l'Etat et des entreprises publiques, dont beaucoup avaient pris en charge l'infrastructure sociale. Ce secteur a besoin, non seulement de mettre en place de nouveaux équipements d'infrastructure, mais aussi de pourvoir aux besoins changeants d'un nouveau monde du travail, monde où la place des spécialisations étroites prescrites par une économie dirigiste ne cesse de s'amenuiser.

10. Il y a aussi des préoccupations d'ordre social et moral. Les dures privations d'ordre économique, la disparition des institutions et codes de conduite traditionnels ainsi que l'exposition à certains des aspects les moins recommandables du mode de vie occidental - dont le pays a été presque entièrement isolé pendant trois générations - ont provoqué une escalade de la criminalité et l'aggravation de l'alcoolisme, de la toxicomanie, de la prostitution et des jeux d'argent. Le pays doit également pourvoir d'urgence aux besoins des populations rapatriées et déplacées. La réintégration des Tatars ainsi que des minorités ethniques qui ont été déportées dans les années 40 et qui reviennent maintenant au pays rend la situation

/...

particulièrement difficile en Crimée. On y dénombre actuellement 250 000 rapatriés et on y attend 250 000 autres pour les prochaines années. L'Ukraine compte en outre quelque 35 000 personnes déplacées en provenance, pour la plupart, de régions de l'ex-Union soviétique dévastées par la guerre.

#### B. Stratégies et objectifs nationaux de développement

11. L'Ukraine se trouve dans un état de transition critique. Comme les autres pays de l'ex-Union soviétique, elle s'efforce de défier l'histoire et de réaliser simultanément une triple réforme : édification d'une nation et mise en place des rouages institutionnels d'un Etat indépendant, préparation du lit de la démocratie et passage du dirigisme économique à l'économie de marché. Par suite de l'état de délabrement général de l'économie, de sa dépendance de l'étranger pour ses approvisionnements énergétiques, ainsi que de l'absence de toute ressource naturelle aisément exploitable, la réalisation de la première de ces réformes et le maintien de ses acquits donnent un caractère d'autant plus urgent à la troisième.

12. Déjà, une menace de chute brutale pèse sur les niveaux de développement économique et humain et la première des priorités du pays, en ce début d'année 1995, est donc la stabilisation macroéconomique. Durant cette année, rien ne sera aussi important que de stabiliser la monnaie, de libéraliser les prix et le contrôle des changes ainsi que de mettre en place les mécanismes du marché - en d'autres termes, les éléments essentiels d'un programme de réformes conservateur. Une certaine dose de stabilisation est indispensable à la poursuite du progrès, mais la nature exacte des mesures de réformes et l'ordre dans lequel elles seront appliquées seront déterminantes pour l'impact que cela pourra avoir sur les niveaux de vie et, de ce fait, sur l'élargissement de l'adhésion à la poursuite des réformes. Comme l'Ukraine a accédé à l'indépendance sans réserves de devises et avec des possibilités de commerce extérieur limitées, il est évident qu'il lui faudra, pour sa transition économique, compter sur des financements extérieurs à court et à moyen terme.

13. Après les quelques tentatives qui ont été faites depuis 1991 pour lancer un programme de réformes, un seuil critique a été atteint au milieu de l'année 1994. Le Président nouvellement élu a alors décidé de prendre les mesures audacieuses qu'appelait l'impératif de stabilisation et entrepris la formulation d'un programme qui répondrait aux conditions mises à l'obtention d'un premier crédit du Fonds monétaire international (FMI) au titre de la Facilité pour la transformation systémique.

14. Ce programme, achevé en octobre 1994, comprend 6 éléments essentiels : a) stabilisation financière et monétaire, y compris libéralisation des prix et réforme fiscale; b) réforme institutionnelle, y compris privatisation rapide et transformation des entreprises en sociétés pour en transférer la propriété aux employés; c) restructuration économique pour faciliter le développement des secteurs dans lesquels l'Ukraine peut obtenir un avantage comparatif et dynamisation des sociétés et services collectifs d'utilité publique; d) réforme agraire, y compris privatisation des terres et stimulation de la production agricole; e) intégration économique externe, y compris promotion des échanges et des investissements; f) politiques sociales, y compris réforme de la grille des salaires et des pensions, promotion de l'actionnariat individuel et de la propriété privée des logements, prestations de services de santé, d'éducation, de science et de culture, et décentralisation administrative et budgétaire.

15. Ce programme nécessairement très détaillé sera impossible à exécuter tout de suite dans sa totalité, surtout dans ceux de ses aspects qui laissent

/...

prévoir une réforme et une restructuration fondamentales des institutions. Et il y aura des arbitrages à opérer. Il sera difficile, et on serait probablement mal avisé, de tenter de libérer immédiatement tous les prix en raison des conséquences désastreuses que cela aurait sur les catégories vulnérables. Il faudra mettre en balance les gains à attendre d'une plus grande discipline budgétaire et la nécessité d'assurer une promotion sociale adéquate. Cela dit, tous les éléments du programme seront d'une importance vitale pour la réalisation de la triple transition dans laquelle le pays s'est maintenant pleinement engagé.

## II. COOPERATION EXTERIEURE

### A. Rôle de la coopération extérieure

16. Entrée dans l'ère de l'indépendance sans réserves de change et avec peu d'actifs économiques, l'Ukraine aura un besoin urgent de financements extérieurs de source publique, tout au moins à court et à moyen terme. Les premiers crédits lui seront nécessaires pour le réaménagement de sa dette extérieure de 7 milliards de dollars (principalement pour payer ses importations d'énergie) et pour soutenir la nouvelle monnaie, dont la mise en circulation est prévue pour 1995. Des négociations concernant ces financements étaient en cours fin 1994 avec le FMI - qui devait fournir 700 millions de dollars au titre de la facilité pour la transformation systémique - et avec la Banque mondiale, dont un prêt-programme de 500 millions de dollars est prévu. Une contribution est attendue de plusieurs sources bilatérales en 1995, et cela comprendra un appui à la balance des paiements, en partie sous forme de petits dons. Durant l'année 1995, l'Ukraine aura besoin, au total, de 4 à 5 milliards de dollars pour financer ses réformes.

17. Au cours des trois dernières années, l'Ukraine a bénéficié également d'une assistance technique et d'une assistance humanitaire à fonds perdus, celle-ci représentant plus d'un quart du total. D'après les données relatives aux décaissements que le PNUD a recueillies pour son Système d'analyse de la coopération pour le développement (SACD), le montant de ces dons est passé de 410 millions de dollars en 1992 à 467,5 millions de dollars en 1993, soit une augmentation de 14 %. Pour 1994, les projections font état d'une nouvelle augmentation d'au moins 5 %, mais ce chiffre sera probablement dépassé à mesure que commenceront les décaissements des nouveaux programmes. Les principales sources de ce type d'aide sont l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Commission de l'Union Européenne. En 1993, la part de l'assistance multilatérale a été d'environ 1 % et a consisté principalement en dons du PNUD et du système des Nations Unies, y compris une assistance médicale critique et opportune du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), que l'Office des Nations Unies a contribué à mobiliser et à coordonner. Pour l'assistance technique, les plus importants secteurs bénéficiaires ont été l'énergie, le développement des ressources humaines, la gestion économique, l'agriculture, le transport et la santé.

### B. Coordination de l'aide

18. L'infrastructure organisationnelle de la gestion des ressources d'origine extérieure en Ukraine s'est développée un peu au gré des circonstances. Actuellement, quatre organismes se partagent cette fonction :

/...

- a) L'Agence pour la Coopération et l'Investissement internationaux, dirigée par l'Adjoint au Premier Ministre avec pour attribution principale la coopération internationale, est chargée principalement de coordonner l'assistance technique, mais son mandat comprend aussi le suivi de l'investissement étranger;
- b) le Département des Relations avec les Organisations financières internationales, au secrétariat du Cabinet des Ministres, est l'organisme central officiellement chargé des rapports avec les institutions financières internationales sous la supervision générale du même Adjoint au Premier Ministre;
- c) le Ministère de l'économie, qui entretient également des relations actives avec certains bailleurs de fonds et aide à l'établissement des priorités pour l'assistance financière et technique;
- d) le Comité des questions humanitaires, au Secrétariat du Cabinet des Ministres, qui relève de l'Adjoint au Premier Ministre pour les questions humanitaires.

19. L'Ukraine n'a qu'un seul Office des Nations Unies - dirigé par un Coordinateur résident du système des Nations Unies pour les activités opérationnelles du développement - qui intervient directement dans la coordination de tous les programmes et projets du PNUD et du système des Nations Unies. L'OMS, l'UNICEF, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Centre du Commerce international CNUCED/GATT (CIT), l'Organisation des Nations Unies pour le Développement industriel (ONUDI), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'OIT, le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), la Commission économique pour l'Europe (CEE) et le Département des affaires humanitaires ainsi que d'autres départements du Secrétariat de l'ONU figurent parmi les nombreuses organisations et institutions qui font appel aux services de l'Office des Nations Unies en Ukraine, qui organise l'accueil d'une centaine de missions par an. L'Office des Nations Unies apporte également, au jour le jour, un soutien technique et logistique au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

20. L'Office des Nations Unies, dont le principal organisme de contrepartie est l'Agence pour la coopération et l'investissement internationaux, recueille, auprès de tous les bailleurs de fonds, des données sur l'assistance technique et humanitaire pour le rapport annuel sur la coopération au développement, et le Coordinateur résident préside les réunions des bailleurs de fonds sur des questions d'intérêt commun d'une nature générale (comme la gestion de l'aide) ou sectorielle (comme l'environnement).

### III. LE PROGRAMME

#### A. Propositions relatives à la coopération du PNUD

##### 1. Phase préparatoire

21. Pour aider à la création d'un cadre pour toutes les activités de coopération technique en Ukraine, l'Office des Nations Unies a aidé plusieurs organismes, gouvernementaux et extra-gouvernementaux, à élaborer une stratégie nationale d'assistance technique à la réforme. Commencé en février 1993, ce travail a eu pour couronnement la rédaction d'un projet de document

/...

qui a été présenté au début de décembre 1993 à une réunion présidée par le Vice-premier Ministre pour la coopération internationale et à laquelle ont assisté des responsables gouvernementaux, des chercheurs indépendants ainsi que des représentants d'organisations internationales.

22. Sur la base de ce travail, et pour guider les opérations de l'Office intégré des Nations Unies, l'Agence pour la coopération et le développement internationaux a préparé un projet de note de stratégie nationale. Ce document a été examiné en profondeur en mai 1994 par une réunion inter-institutions, présidée conjointement par le Chef de l'Agence et le Coordinateur résident de l'ONU, à laquelle étaient représentés 12 institutions et organismes du système des Nations Unies. Le projet de note de stratégie nationale a ensuite fait l'objet d'une nouvelle révision et a formé la base de l'actuel programme de pays.

## 2. Stratégie de coopération du PNUD

23. Elaboré dans le cadre d'un bureau intégré, dans un pays d'importance programmatique croissante, le programme du PNUD est bien placé pour soutenir une gamme d'activités et d'initiatives du système des Nations Unies conçues pour favoriser la triple transition dans les domaines où le système des Nations Unies peut faire état d'un avantage comparatif manifeste. Dans un sens important, le PNUD se voit ainsi restitué, au niveau des pays, à son rôle traditionnel, au centre du système, de financier et d'agent du développement. Ce processus est rendu d'autant plus facile que le Coordinateur résident de l'ONU est invité par plusieurs organismes et institutions des Nations Unies à devenir leur représentant de facto. Cet arrangement plaît également au Gouvernement parce que les programmes de l'ONU gagnent ainsi en cohésion et en coût-efficacité.

24. S'inspirant des grandes lignes de la stratégie nationale d'assistance technique à la réforme ainsi que de la note de stratégie nationale conçue pour servir de cadre à toutes les activités de coopération technique du système des Nations Unies, le programme de pays poursuit trois objectifs essentiels : réforme systémique, développement humain et gestion de l'énergie et de l'environnement.

### Réforme systémique.

25. Il s'agit principalement d'aider le pays à élaborer et mettre en oeuvre la réforme et à créer les mécanismes d'une économie soumise aux lois du marché, en mettant particulièrement l'accent sur le renforcement des capacités.

26. Appui à la réforme administrative : fournir diverses formes d'appui (y compris en faisant appel aux services des Volontaires des Nations Unies) à la réalisation d'activités dans les domaines de l'administration publique, de l'urbanisme et de la privatisation par l'intermédiaire de l'Institut d'administration publique et d'administration locale, du Centre international de privatisation, d'investissement et de gestion ainsi que du Centre international d'études politiques.

27. Renforcement des infrastructures d'information et de communications pour la réforme démocratique : doter l'Ukraine de moyens informatiques de communication avec le monde par INTERNET. Une infrastructure appropriée se met en place en divers endroits du pays pour donner aux gens du pays la possibilité d'accéder, pour presque rien, à des bases de données et à une information disponibles dans le monde entier. Ce système facilitera l'établissement d'un nombre pratiquement infini de réseaux à l'intérieur du pays (pour la gestion douanière, la préparation et la réaction aux

/...



catastrophes, la recherche scientifique et l'organisation de conférences, par exemple). En même temps, une information sur l'Ukraine est en préparation, à laquelle on pourra avoir accès de l'étranger par INTERNET.

28. Assistance technique à la réforme (projet-cadre) : fournir une aide au Gouvernement en matière de gestion et de coordination de la coopération technique et financer des services consultatifs et autres services d'appui, y compris en faisant appel aux volontaires des nations Unies et autres experts en transfert de connaissances par l'intermédiaire des expatriés (TOKTEN).

29. Système intégré de gestion de l'aide. Deux rapports sur la coopération au développement, réalisés sur la base du logiciel SADC du PNUD en 1993 et 1994, constituent la seule source d'information complète en Ukraine sur l'assistance technique et l'aide humanitaire. Ces rapports sont largement utilisés pour les réunions locales de coordination entre bailleurs de fonds.

30. Renforcement des capacités de gestion de la dette extérieure : examiner les besoins organisationnels et introduire le logiciel Banque mondiale/CNUCED pour le suivi et la gestion de la dette extérieure.

31. Passation des marchés publics par appel à la concurrence internationale : aider à la mise en place d'une capacité de passation des marchés publics par appel à la concurrence internationale au moyen de services consultatifs et d'activités de formation. L'exécution se fait en coopération avec le CCI, le Bureau des services d'appui aux projets (BSP), la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque mondiale, ainsi qu'avec divers ministères et organismes ukrainiens.

32. Mutuelles d'épargne et de crédit : aider les membres de la toute nouvelle Association nationale de mutuelles, d'épargne et de crédit d'Ukraine par des services de formation et des services consultatifs.

33. Intervention accrue des médias dans le processus démocratique : fournir un appui aux médias aux différents tours des élections parlementaires et présidentielles tenus en 1994 et collaborer avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe dans l'examen des lois électorales, les droits de l'homme et le rôle des médias.

#### Développement humain

34. Il s'agit principalement d'aider le pays à élaborer une politique d'aide au développement humain en ayant égard en particulier aux catégories les plus désavantagées de la population et d'étayer cette politique par des activités opérationnelles.

35. Initiative de développement humain. Un programme de recherche active par une équipe de 12 Ukrainiens se déroule depuis qu'a été lancé, en mai 1993, le rapport sur le développement humain 1993 lors d'un séminaire national ouvert par le Président Kuchma, alors Premier Ministre. Un deuxième séminaire national (de deux jours) a eu lieu en juin 1994 pour faire le point sur le développement humain et élargir le débat public sur la question. Réalisé dans le cadre d'une série de trois réunions sous-régionales et régionales, ce travail a permis de guider le commencement de travaux analogues dans d'autres anciennes républiques de l'Union soviétique. Le premier rapport de l'Ukraine sur le développement humain sera publié au début de 1995 et présenté par le Gouvernement au sommet mondial pour le développement social.

/...

36. Mise en place d'une capacité nationale de participation des femmes au développement : fournir une assistance directe au Gouvernement dans la promulgation de stratégies visant à sensibiliser davantage les responsables de l'élaboration des lois à la problématique hommes/femmes et soutenir les activités des femmes par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales (ONG) et d'associations professionnelles.

37. Examen de la législation du travail et de la politique sociale : fournir des services consultatifs et entreprendre un examen intensif des marchés du travail et de la politique sociale. Le projet comprend la publication et la diffusion d'études de politique ainsi que l'organisation de séminaires et de conférences pour élargir le débat sur la réforme des marchés du travail. Le projet a également d'importantes implications institutionnelles dans la mesure où il encouragera la création de nouveaux syndicats et l'observation, en Ukraine, des normes mondiales établies par l'OIT.

38. Restructuration de la protection sociale : il s'agira, dans le sillage de l'activité susmentionnée, d'aider le Gouvernement à formuler un nouveau système de protection sociale (qui n'aura plus pour base l'entreprise) durant les phases critiques de la réforme économique.

39. Programme d'intégration et de développement en Crimée : il s'agit d'un programme polyvalent conçu pour faciliter l'intégration des déportés de retour en Crimée (principalement des Tatars) et de stimuler le développement socioéconomique dans la péninsule. Le programme pourvoira aux besoins humanitaires à court terme, cherchera à développer l'éducation, le logement, l'infrastructure et la petite entreprise et aura d'importantes implications sur le plan politique et celui des droits de l'homme pour l'harmonie inter-ethnique.

40. Bureaux de conseils : il s'agira d'aider à créer, sur le modèle de l'ombudsman, des bureaux auxquels pourront s'adresser les personnes qui auraient des revendications d'ordre juridique ou autre à faire valoir.

#### Gestion de l'énergie et de l'environnement

41. Il s'agit essentiellement d'aider le pays à créer le cadre juridique et institutionnel nécessaire pour améliorer la protection de l'environnement et la sécurité nationale et d'élaborer de nouvelles stratégies d'exploitation des ressources.

42. Renforcement des infrastructures de surveillance environnementale : aider le Gouvernement à doter le pays de capacités de relevés de données radiatives, notamment dans le voisinage des installations nucléaires et industrielles ainsi qu'à l'intérieur et aux alentours des principaux bassins en utilisant les techniques les plus récentes disponibles.

43. Gestion du bassin du Dniepr : renforcer la capacité de gestion de la Commission nationale de protection du Dniepr dans la mise en oeuvre de projets visant à améliorer et sauvegarder la qualité du principal bassin fluvial du pays dont dépendent 35 millions d'Ukrainiens pour leur eau potable.

44. Evaluation des besoins de développement institutionnel : entreprendre un examen complet des fonctions et responsabilités de toutes les institutions ukrainiennes - gouvernementales et non gouvernementales - appelées à intervenir dans les problèmes d'environnement en Ukraine. Cet examen stimulera la mise en place de capacités d'action environnementale.

/...

45. Prise de conscience et volonté d'action environnementale accrues par les ONG : fournir une assistance sélective aux organismes indépendants qui s'emploient à sensibiliser le public aux problèmes d'environnement et à mettre sur pied des projets pour y remédier.

B. Assistance extérieure aux principaux domaines du programme

46. Une partie des ressources du chiffre indicatif de planification (CIP) et toutes ressources additionnelles disponibles au titre de la participation aux coûts seront utilisées pour répondre aux besoins de coopération technique de l'Ukraine, besoins qui ne se limitent pas aux domaines d'intervention prioritaire envisagés dans le premier programme du pays. Elles seront consacrées principalement à des problèmes comme le renforcement des capacités de développement des moyens de gestion, surtout dans les domaines de la transformation et de la gestion, la réforme des entreprises agricoles, le développement de la gestion des télécommunications modernes, la facilitation du trafic international, y compris formalités de transit et formalités douanières, la conversion de l'appareil militaire, la promotion de l'investissement étranger, et ainsi de suite.

47. Il sera également pourvu aux besoins de l'Ukraine en ce qui concerne la réforme électorale et législative, la création d'institutions sur le modèle de l'Ombudsman, la restructuration de la fonction publique aux niveaux régional et local, la protection du consommateur, l'enseignement public, les médias et la sensibilisation du public ainsi que les ONG et autres mécanismes d'encouragement à la participation.

C. Modalités d'exécution et de gestion

48. La formulation et l'exécution des projets seront financées à partir de sources diverses. Le PNUD a prévu près de 1,5 million de dollars de CIP pour le cycle de programmation qui s'achève en 1996. S'y ajoutent d'autres sources et fonds du PNUD qui sont disponibles à l'intérieur de divers organismes et institutions des Nations Unies. Dans tous les cas, cependant, le système du PNUD est encouragé à rechercher et à mobiliser des fonds additionnels auprès de sources multilatérales et bilatérales publiques aux fins de participation aux coûts ou de cofinancements. Fin 1994, le PNUD avait ainsi mobilisé plus de 1 million de dollars en participation de tiers aux coûts et autant dans la filière, à quoi s'ajoutaient de bonnes perspectives d'accords de services de gestion.

49. L'Office des Nations Unies poursuivra une politique d'exécution nationale et d'exécution quasi-nationale (avec le concours du BSP) dans un grand nombre de ses projets, sous réserve de la capacité de contrepartie et de la capacité fonctionnelle de l'Office (dont le personnel compte actuellement neuf cadres). Pendant le cours du cycle actuel, l'Office développera, avec le concours du Gouvernement, la capacité de suivi et d'analyse des divers projets.

50. L'Office appuiera aussi l'exécution de projets régionaux auxquels l'Ukraine participe activement, y compris, en particulier, les projets du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour le Bassin du Danube et la Mer Noire, ainsi que le réseau de développement viable.

51. Durant la dernière année d'exécution du projet, à savoir en 1996, une évaluation détaillée du programme du pays sera faite au cours de laquelle le Gouvernement, le PNUD et le système des Nations Unies examineront les résultats de leur coopération. De cette évaluation, les leçons appropriées seront tirées afin d'aider le Gouvernement à programmer les futures activités de coopération technique.

/...

Annexe 1

ETAT FINANCIER RECAPITULATIF

I. MONTANT ESTIMATIF DES RESSOURCES (CIP + participation aux coûts) PRIS EN COMPTE POUR LA PROGRAMMATION

(en milliers de dollars)

CIP du cinquième cycle	1 495
Participation aux coûts du projet (tiers)	2 000
Total partiel, participation aux coûts	<u>2 000</u>
TOTAL	<u>3 495</u> =====

II. ALLOCATION DES RESSOURCES (CIP + participation aux coûts) PAR DOMAINE D'ACTIVITE PRIORITAIRE

(en milliers de dollars)

<u>Domaine prioritaire</u>	<u>CIP</u>	<u>Participation aux coûts</u>	<u>Total</u>	<u>Pourcentage du total des ressources</u>
Reforme systemique	650	150	800	22.9
Developpement humain	550	1 700	2 250	64.4
Gestion de l'environnement	250	150	400	11.4
Total partiel	1450	2 000	3 450	98.7
Reserve non programmée	<u>45</u>	<u>--</u>	<u>45</u>	<u>1.3</u>
TOTAL	<u>1 495</u> =====	<u>2 000</u> =====	<u>3 495</u> =====	<u>100</u> =====

### III. ASSISTANCE COMPLEMENTAIRE EN PROVENANCE D'AUTRES SOURCES UTILISEES DANS DES DOMAINES PRIORITAIRES

A.	<u>Fonds administrés par le PNUD</u>	(en milliers de dollars)
	RSP	170
	FENU	-
	UNSO	-
	UNIFEM	-
	FANUERN	-
	FNUST	-
	SAT-1	72
	<b>Total partiel</b>	<b><u>242</u></b>
B.	<u>Autres ressources des Nations Unies</u>	
	Institutions membres du Groupe consultatif mixte des politiques	
	FNUAP	-
	UNICEF	2 000
	PAM	-
	FIDA	-
	Autres institutions des Nations Unies (non financées par le PNUD) : HCR	500
	Fonds pour l'environnement mondial	1 000
	Capacité 21	300
	<b>Total partiel</b>	<b><u>3 800</u></b>
	<b>Total ressources des Nations Unies à fins spéciales et autres</b>	<b><u>4 042</u></b>

ANNEXE II  
MATRICE DU PROGRAMME

Domaine d'application principal *						
	Elimination de la pauvreté et participation des collectivités au développement	Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	Renforcement des capacités de gestion	CTPD	Transfert et adaptation des techniques pour le développement	Participation des femmes au développement
Domaine d'activité prioritaire						
1. Réforme systémique Appui à la réforme administrative Infrastructure d'information Projet cadre Gestion de l'aide Gestion de la dette extérieure: Marchés publics Mutuelles d'épargne et de crédit Implication des médias	*	*	* * * * * *	* *	* * * * *	*
2. Développement humain Initiative de développement humain Participation des femmes au développement Politique du travail/sociale Protection sociale Intégration et développement de la femme Bureaux de conseils à la population	* * * * * *	* *	* * * * *	* *		* * * * *
3. Gestion de l'environnement Surveillance environnementale Bassin du Dniépr Développement institutionnel Sensibilisation du public (ONG)	*	* * * *	* * * *		*	

\* Les astérisques indiquent seulement l'existence d'une forte corrélation